ML. - 1 - L. 6606/1.

3 IV 1959

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 20 mars 1959, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation d'octroi de subventions d'équipement aux établissements d'enseignement maritime subventionnés", a donné le 25 mars 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e maart 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de reglementering voor het verlenen van uitrustingstoelagen aan de gesubsidieerde inrichtingen voor Zeevaartonderwijs", heeft de 25e maart 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à régler l'octroi des subventions d'équipement que la loi du 11 juillet 1957, organique de l'enseignement maritime, prévoit en faveur des établissements d'enseignement maritime organisés par les provinces, les communes ou des personnes privées.

En vertu de l'article 14 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget, les règles organiques concernant l'octroi des subsides sont soumises à l'avis du Comité du budget. En vertu de l'article 17 de ce même arrêté, le projet doit mentionner l'avis précité et la date à laquelle il a été donné. Cette formalité n'a pas été remplie. Il y a lieu, dès lors, de satisfaire au prescrit de l'article 14 de l'arrêté du Régent précité et de mentionner dans le préambule l'avis du Comité du budget et la date de cet avis.

Les articles du projet étant groupés sous plusieurs intitulés, il s'indique de créer des chapitres. Les subdivisions des articles 2 et 3 doivent être numérotées.

L'autorisation préalable du Ministre, prévue à l'article 1er, vise l'approbation du programme d'équipement prévue à l'article 4. Il est préférable de mentionner expressément cette approbation.

Aux articles 3, 4, 5 et 10, il est proposé de remplacer les mots "pouvoirs et personnes organisateurs" par "les personnes publiques ou privées" ainsi qu'il est indiqué dans le texte ci-après.

.../...

De la disposition sous la lettre c de cet article 3, il résulterait que tout agent de l'Administration de la marine peut procéder à la vérification de l'équipement existant. Il faut évidemment que cet agent soit désigné à cette fin par le Ministre des Communications et que le texte soit modifié en conséquence.

Les derniers alinéas du même article 3 ne font pas clairement ressortir la situation juridique des objets d'équipement acquis au moyen des subventions. La disposition aux termes de laquelle le produit de la vente de ces objets doit être partagé entre l'Etat et l'établissement peut vouloir indiquer que l'Etat est copropriétaire de ces objets dans la mesure de sa participation dans les frais d'achat.

Or, suivant les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement serait uniquement d'obliger l'établissement qui a vendu des objets d'équipement, à consacrer le produit de la vente à l'acquisition de nouveau matériel didactique, tout au moins dans la mesure où l'Etat a subventionné l'achat de ces objets. Il s'ensuit que dans l'intention du Gouvernement, celui-ci n'entend pas revendiquer la copropriété de l'Etat sur les objets acquis au moyen des subventions.

Quelle que soit l'intention du Gouvernement à ce sujet, le pouvoir accordé au Ministre de fixer le prix de vente de ces objets peut prêter à contestation. En effet, même si l'Etat était copropriétaire de ces objets, il se concevrait difficilement qu'il puisse imposer sa volonté, quant au prix de vente, à son copropriétaire qui, éventuellement, sera une personne privée.

Pour le surplus, le délai imparti au Conseil d'Etat pour émettre son avis ne lui a pas permis de faire une étude exhaustive des problèmes que soulève l'acquisition, par une personne privée, de biens mobiliers dont le prix a été payé en partie au moyen d'une subvention de l'Etat.

A l'article 5, il y a lieu de prévoir que les demandes de subvention doivent être adressées au Ministre des Communications. La disposition de l'article 6, qui ne comporte qu'une règle d'ordre intérieur, pourrait ainsi être supprimée.

Le délai de rigueur prévu à l'article 5 ne s'entend qu'à la condition que le Ministre ait approuvé en temps voulu le programme d'équipement.

Enfin, le 3° du même article 5 oblige les personnes qui sollicitent une subvention d'équipement de prendre l'engagement formel de respecter les conditions fixées à l'article 3. Cet engagement semble superflu, les intéressés étant, en effet, déjà tenus par le caractère réglementaire de l'article 3.

D'autre part, l'obligation de respecter les conditions fixées à l'article 3 , qu'elle soit de nature contractuelle ou réglementaire, est dépourvue de sanctions : elle semble, dès lors, n'avoir de valeur qu'à titre d'instruction.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant. Celui-ci comporte, en outre, plusieurs modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

ARRETE ROYAL PORTANT REGLEMENTATION D'OCTROI DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MARITIME SUBVENTIONNES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 11 juillet 1957 organique de l'enseignement maritime, notamment les articles 25, 27 et 29;

Vu l'avis du Comité du budget, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - MONTANT DE LA SUBVENTION D'EQUIPEMENT.

Article 1er.-

Dans la limite des crédits budgétaires, il est accordé aux établissements d'enseignement maritime subventionnés , une subvention d'équipement égale au

.../...

maximum à 60 p.c. de la valeur du matériel, de l'outillage, des appareils et des instruments qui sont acquis en exécution d'un programme d'équipement approuvé par le Ministre des Communications.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 2.-

La subvention d'équipement ne peut être accordée que pour faciliter l'acquisition de matériel, outillage, appareils et instruments, répondant aux caractéristiques suivantes :

1° ils doivent être destinés à créer, à compléter ou à remplacer l'équipement servant directement à l'enseignement maritime; tout autre équipement de caractère général indispensable au fonctionnement normal d'une classe ou école quelconque est exclu;

2° ils doivent être durables et revêtir une importance suffisante.

Article 3.-

Les personnes publiques ou privées bénéficiaires des subventions d'équipement sont tenues :

1° d'utiliser la subvention exclusivement pour les acquisitions autorisées par le Ministre des Communications;

.../...

2° d'effectuer ces acquisitions en respectant le régime de la concurrence, de la publicité et du forfait prescrit pour les acquisitions faites par l'Etat;

3° de tenir un inventaire permanent des objets d'équipement acquis avec la participation de l'Etat.

Cet inventaire doit être conçu de telle manière que l'inspecteur de l'enseignement maritime ou tout autre agent de l'Administration de la marine désigné par le Ministre des Communications, puisse à tout moment procéder à la vérification de l'équipement existant;

4° ... (voir avis) ...

CHAPITRE III. - PROCEDURE A SUIVRE POUR L'OCTROI DES SUBVENTIONS.

Article 4.-

Les personnes publiques et privées qui ont l'intention de solliciter l'octroi de subventions d'équipement doivent, au début de l'année scolaire, présenter à l'approbation du Ministre des Communications un programme d'équipement accompagné d'une évaluation des dépenses et d'une note justificative détaillée.

Cette approbation éventuelle n'engage en aucune façon l'Etat au point de vue du montant des subventions.

/

Article 5.-

En cas d'approbation du programme visé à l'article 4, les personnes publiques et privées intéressées introduisent avant le 1er février, auprès du Ministre des Communications, une demande de subvention d'équipement à imputer au budget de l'exercice à venir.

Cette requête comporte :

1° la référence de la dépêche approuvant le programme;

2° une liste récapitulative des objets à acquérir au cours de l'année suivante avec indication des prix suivant les devis annexés à la requête;

3° ... (voir avis) ...

Article 6.-

Les subventions sont accordées par arrêté ministériel, après avis de l'inspection des finances.

Cet arrêté mentionne, par établissement, le montant total des subventions ainsi que les objets d'équipement à l'achat desquels elles sont destinées.

CHAPITRE IV. - MODALITES DE PAIEMENT.

Article 7.-

La liquidation des subventions se fait en une ou plusieurs fois sur production d'une déclaration de créance du modèle établi par le Ministre des Communications.

.../...

Article 8.-

Les programmes d'équipement, les demandes de subvention et les déclarations de créance mentionnés aux articles précédents sont signés par le gouverneur, le bourgmestre,ou l'administrateur ou le gérant responsable de l'établissement d'enseignement maritime privé, selon le cas.

CHAPITRE V. - DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 9.-

Par dérogation aux dispositions de l'article 5, les personnes publiques ou privées intéressées peuvent introduire, jusqu'au 1er mai 1959, une demande de subvention d'équipement à imputer au budget de l'exercice 1960.

Article 10.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Het ontwerp-besluit regelt de toekenning van de uitrustingstoelagen, die de wet van 11 juli 1957 tot regeling van het zeevaartonderwijs in het vooruitzicht stelt ten behoeve van door provincies, gemeenten of private personen georganiseerde inrichtingen voor zeevaartonderwijs.

Krachtens artikel 14 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 tot regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, moet over organieke regelen betreffende het verlenen van toelagen het advies van het Begrotingscomité worden ingewonnen. Krachtens artikel 17 van het evengenoemde besluit moet het ontwerp dat advies en de datum ervan vermelden. Dit is niet gedaan. Aan het voorschrift van artikel 14 van het genoemde besluit van de Regent moet dus worden voldaan : het advies van het Begrotingscomité met de desbetreffende datum moet in de aanhef worden vermeld.

Daar de artikelen van het ontwerp onder een aantal opschriften zijn ingedeeld, make men daarvan hoofdstukken. De onderverdelingen van de artikelen 2 en 3 moeten worden genummerd.

Onder de "voorafgaandelijke toelating" van de Minister waarvan artikel 1 spreekt, moet worden verstaan de goedkeuring van het uitrustingsprogramma, die artikel 4 voorschrijft. Het ware beter, uitdrukkelijk van deze goedkeuring te spreken.

.../...

Voor de artikelen 3, 4, 5 en 10 wordt voorgesteld, de woorden "inrichtende machten en personen" te vervangen door "openbare of private personen", zoals in de onderstaande tekst is aangegeven.

De inhoud van c van artikel 3 geeft de indruk, dat alle ambtenaren van het Bestuur van de zeevaart toezicht hebben op de voorhanden zijnde uitrustingsstukken. Uiteraard moet de Minister van Verkeerswezen de bevoegde ambtenaar aanwijzen. De tekst ware dus te wijzigen.

De laatste alinea's van hetzelfde artikel 3 zeggen niet duidelijk wat de rechtstoestand is van uitrustingsstukken, die door middel van toelagen zijn verkregen. De bepaling, dat de opbrengst van de verkoop van die stukken tussen de Staat en de inrichting wordt verdeeld, kan betekenen, dat de Staat medeëigenaar van die stukken is in de mate waarin hij in de aankoopkosten heeft bijgedragen.

Naar de gemachtigde ambtenaar echter verklaart, bedoelt de Regering alleen, dat de inrichting die uitrustingsstukken heeft verkocht, de opbrengst van de verkoop aan het aankopen van nieuwe leermiddelen moet besteden, althans in de mate waarin de Staat het aankopen van die stukken gesubsidieerd heeft. De Regering bedoelt dus niet, medeëigendom van de Staat op te eisen voor stukken die door middel van toelagen zijn verkregen.

.../...

Wat de Regering hier ook heeft bedoeld, betwisting is mogelijk over de aan de Minister gelaten bevoegdheid tot het vaststellen van de verkoopprijs van die stukken. Want zelfs al was de Staat daar medeëigenaar van, dan nog ware het moeilijk denkbaar dat hij inzake verkoopprijs zijn wil kan opdringen aan zijn medeëigenaar, die een privaat persoon kan zijn.

Voorts is het de Raad van State binnen de hem toegemeten termijn onmogelijk geweest een grondige studie te wijden aan het probleem dat zich voordoet als een privaat persoon roerende goederen verkrijgt, welke voor een deel met Staatstoelagen zijn betaald.

In artikel 5 zegge men, dat subsidieaanvragen aan de Minister van Verkeerswezen moeten worden gericht. De bepaling van artikel 6, die alleen een interne regeling bevat, kan dan vervallen.

De in artikel 5 gestelde strikte termijn geldt alleen voor zover de Minister het uitrustingsprogramma tijdig heeft goedgekeurd.

Onder 3° eist artikel 5 tenslotte, dat zij die een uitrustingstoelage aanvragen, de stellige verbintenis aangaan de in artikel 3 gestelde voorwaarden in acht te zullen nemen. Deze verbintenis lijkt niet nodig te zijn, want de betrokkenen zijn reeds door het verordenend karakter van artikel 3 gebonden.

.../...

Voorts staan er geen sancties op de verplichting de in artikel 3 neergelegde voorwaarden in acht te nemen, of die verplichting nu op een contract dan wel op een verordening berust; zij schijnt derhalve slechts de waarde van een instructie te hebben.

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen stelt de Raad van State hierna een tekst voor waarin, bovendien, een aantal vormwijzigingen zijn opgenomen die geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE REGELEN VOOR HET VERLENEN VAN UITRUSTINGSTOELAGEN AAN GESUBSIDIEERDE INRICHTINGEN VOOR ZEEVAARTONDERWIJS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 11 juli 1957 tot regeling van het zeevaartonderwijs, inzonderheid op de artikelen 25, 27 en 29 ;

Gelet op het advies van het Begrotingscomité, gegeven . . . ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- BEDRAG VAN DE UITRUSTINGSTOELAGE.

Artikel 1.-

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten wordt aan gesubsidieerde inrichtingen voor zeevaartonderwijs een uitrustingstoelage verleend, gelijk aan ten hoogste 60 t.h. van de waarde van het materieel, het gereedschap, de toestellen en de werktuigen die ter uitvoering van het door de Minister van Verkeerswezen goedgekeurd uitrustingsprogramma worden aangekocht.

HOOFDSTUK II.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 2.-

De uitrustingstoelage kan alleen worden verleend ter bevordering van de aankoop van materieel, gereedschap, toestellen en werktuigen, die aan de volgende kenmerken beantwoorden :

1° zij moeten dienen om de uitrusting, die rechtstreeks voor het zeevaartonderwijs wordt gebruikt, tot stand te brengen, aan te vullen of te vervangen ; enige andere uitrusting van algemene aard die onontbeerlijk is voor de normale werking van een klas of school is uitgesloten ;

.../...

2° zij moeten duurzaam en voldoende belangrijk zijn.

Artikel 3.-

Openbare en private personen die uitrustingstoelagen ontvangen, zijn gehouden :

1° de toelage uitsluitend te gebruiken voor aankopen die de Minister van Verkeerswezen toestaat ;

2° deze aankopen te doen met inachtneming van de regelen die inzake mededinging, openbaarheid en vaste prijzen, voor aankopen vanwege de Staat zijn voorgeschreven ;

3° een doorlopende inventaris te houden van de uitrustingsstukken die met Staatsbijdrage werden aangekocht.

Deze inventaris moet derwijze zijn opgevat dat de inspecteur van het zeevaartonderwijs of enig ander ambtenaar van het Bestuur van de zeevaart, die de Minister aanwijst, de bestaande uitrusting te allen tijde aan een verificatie kan onderwerpen;

4° ... (zie advies) ...

.../...

HOOFDSTUK III.- VOOR HET VERLENEN VAN TOELAGEN TE VOLGEN PROCEDURE.

Artikel 4.-

Openbare en private personen die uitrustingstoelagen wensen aan te vragen, moeten bij het begin van het schooljaar ter goedkeuring aan de Minister van Verkeerswezen een uitrustingsprogramma voorleggen, waarbij een raming van de uitgaven en een omstandige verantwoording is gevoegd.

Deze eventuele goedkeuring verbindt de Staat in genen dele wat het bedrag van de te verlenen toelagen betreft.

Artikel 5.-

Indien het in artikel 4 bedoelde programma wordt goedgekeurd, dienen de betrokken openbare en private personen vóór 1 februari bij de Minister van Verkeerswezen een aanvraag om uitrustingstoelage in; deze wordt op de begroting van het daarop volgend dienst jaar aangerekend.

Deze aanvraag bevat :

1° de verwijzing naar de dienstbrief die het programma goedkeurt;

2° een opgave van de voorwerpen die in de loop van het volgend jaar zullen worden aangekocht, met vermelding van de prijzen volgens de bij de aanvraag te voegen bestekken.

3° ... (zie advies) ...;

.../...

Artikel 6.-

Toelagen worden, na advies van de inspectie van financiën, bij ministerieel besluit verleend.

Dit besluit vermeldt, per inrichting, het totaal bedrag van de toelagen alsook de uitrustingsvoorwerpen voor het aankopen waarvan ze moeten dienen.

HOOFDSTUK IV. - BETALINGSREGELEN.

Artikel 7.-

De toelagen worden in een of meer malen uitgekeerd op overlegging van een verklaring van schuldvordering naar het model dat de Minister van Verkeerswezen vaststelt.

Artikel 8.-

De uitrustingsprogramma's, de aanvragen om toelagen en de verklaringen van schuldvordering bedoeld in de vorige artikelen worden, naar gelang van het geval, ondertekend door de gouverneur, de burgemeester, of de verantwoordelijke beheerder of zaakvoerder van de inrichting voor bijzonder zeevaartonderwijs.

HOOFDSTUK V. - OVERGANGSBEPALING.

Artikel 9.-

In afwijking van het bepaalde in artikel 5 kunnen de betrokken openbare of private personen een op

de begroting voor het dienstjaar 1960 aan te rekenen aanvraag om uitrustingstoelage indienen tot 1 mei 1959.

Artikel 10.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE.

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. A. DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.